

Maroc : Situation économique, monétaire et financière de l'exercice 2006 : A prix constants, le taux de croissance est de 8%

Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 18-08-2007 21:08:39

La demande intérieure contribue largement à l'accroissement du PIB

Les importations nettes d'énergie électrique ont enregistré une hausse de 149,1%

De fortes pressions au niveau des prix à la consommation : L'indice du coût de la vie s'est établi à 3,3% au lieu de 1,7% en moyenne de la période 1996-2005

Le produit intérieur brut estimé à partir de données provisoires, dans le cadre du nouveau système de la comptabilité nationale ayant comme base l'année 1998, a enregistré en 2006 un accroissement de 8% à prix constants, au lieu de 2,4% un an auparavant. Cette évolution traduit une expansion de 21% de la valeur ajoutée agricole et une consolidation du rythme d'activité dans les autres secteurs.

La croissance a été tirée principalement par la demande intérieure qui a contribué à l'accroissement du PIB à hauteur d'environ 7 points de pourcentage, au lieu de 1,9 point l'année précédente. Elle tient également à la bonne orientation des exportations, dont la contribution a été d'environ un point de pourcentage.

L'économie nationale, dont les performances sont mieux appréciées à travers les nouveaux comptes nationaux(2), s'est accrue depuis l'année 2000 à un rythme annuel moyen de 4,9% en termes réels.

En outre, contrairement à la décennie précédente, la croissance globale, devenue moins sensible aux fluctuations de la valeur ajoutée agricole, a enregistré durant cette période des taux constamment positifs et sa volatilité a sensiblement baissé.

Estimé à prix courants, le PIB a atteint près de 575,3 milliards de dirhams en 2006, en accroissement de 10,1% au lieu de 4,5% en 2005. Le PIB agricole évalué à 80,5 milliards a progressé de 28,5% tandis que le PIB au titre des activités du secteur secondaire et des services, estimé globalement à 495 milliards s'est accru de 7,6%. Sur les cinq dernières années, le PIB nominal global s'est inscrit en hausse à un rythme annuel moyen de 6,3%.

Secteur primaire

Le secteur agricole, qui a bénéficié de conditions climatiques favorables, a enregistré en 2006 d'excellents résultats qui ont eu des répercussions positives sur l'ensemble de l'économie. La pluviométrie abondante a été bien répartie dans le temps et dans l'espace, et le taux de remplissage des barrages à usage agricole est passé d'une campagne à l'autre de 53% à 63%. Dans ces conditions, la production végétale a nettement progressé et l'activité de l'élevage s'est globalement accrue, grâce à l'amélioration de l'état des terrains de parcours. En revanche, les apports de la pêche, en baisse depuis 2002, ont accusé une contraction de 17,8% en 2006.

Agriculture

La récolte des quatre principales céréales, chiffrée à 92 millions de quintaux, a plus que doublé d'une campagne à l'autre, grâce à l'amélioration de la production qui a concerné l'ensemble des variétés, notamment le blé tendre et l'orge qui constituent près des trois quarts du total de la récolte. De même, sous l'effet de l'extension de 6,3% des superficies et de l'amélioration des rendements, la production des légumineuses s'est renforcée, atteignant 3,3 millions de quintaux.

Pour sa part la production maraîchère s'est accrue de 14,2% par rapport au niveau atteint lors de la campagne précédente. La récolte de primeurs, chiffrée à 1,4 million de tonnes, a marqué une hausse de 11,4% attribuable essentiellement à l'accroissement de 11,1% de la récolte de tomates et de 13,9% de celle des légumes divers, tandis que la production de pommes de terre a enregistré une légère augmentation, de 2%.

En ce qui concerne les cultures industrielles, la récolte de betterave à sucre a régressé de 22,3%, pour s'établir à 2,6 millions de tonnes, alors que la production de canne à sucre s'est élevée à 996.617 tonnes, marquant une expansion de 26,7%, en relation avec l'élargissement de 6,7% des superficies.

Parallèlement, sous l'effet d'une contraction de près de 46% des superficies cultivées, la production de tournesol a de nouveau chuté de plus de moitié cette année, revenant à 83.000 quintaux, tandis que la récolte de raisins a stagné à 335.000 tonnes.

S'agissant de l'arboriculture fruitière, la production agrumicole a progressé de 6,2% d'une campagne à l'autre, pour atteindre 1,3 million de tonnes, le fléchissement de 5,2% de la production d'oranges ayant été plus que compensé par l'essor de celle des autres variétés. De même, la récolte d'olives a atteint 750.000 tonnes, en hausse de 7% en comparaison avec le volume réalisé en 2005 et ce, en relation avec les conditions climatiques favorables et le phénomène de l'alternance. Parallèlement, la production d'huile s'est élevée à 75.000 tonnes, au lieu de 70.000 tonnes durant la campagne écoulée.

Elevage

Bénéficiant de l'amélioration de la pluviométrie et des mesures d'encouragement visant à améliorer l'approvisionnement des éleveurs en aliments de bétail, l'activité de l'élevage s'est inscrite en hausse dans l'ensemble.

Selon le recensement effectué en mars et avril 2006, l'effectif du cheptel ovin s'est accru de 2,3% et celui des bovins de 1,2%.

De même, les quantités de viande rouge disponibles à la consommation, évaluées à 326.600 tonnes, ont enregistré une progression de 1,6 % après celle de 5,3% lors de l'année précédente, alors que celles de viande blanche sont revenues à 370.000 tonnes et ont marqué une baisse de 3,9% contre une progression de 13,9 % en 2005. Parallèlement, la production laitière a augmenté de 6,4% pour s'établir à 1,5 milliard de litres, tandis que la production d'oeufs de consommation a accusé une diminution de 6,7% après celle de 9,1 % un an auparavant.

Pêche

En 2006, la production halieutique a baissé de 17,8% par rapport à l'année précédente, s'établissant à 802,3 millions de tonnes, pour une valeur de 6,3 milliards de dirhams, en diminution de 2%. Cette

évolution est due à la régression de 18% des captures de la pêche côtière, en particulier les sardines, qui ont accusé une régression de près de 29%, ainsi qu'à la baisse de 16,3% des apports de la pêche hauturière.

Les quantités de poisson frais livrées à la consommation, en hausse de 7%, ont atteint 361.721 tonnes, soit 51% de la production de la pêche côtière. Les quantités traitées par les unités de conserves de poisson ont marqué un accroissement de 19%, alors que celles destinées aux usines de fabrication de farine et d'huile de poisson ont accusé une forte contraction.

Secteur secondaire

Le secteur secondaire qui a contribué pour près de 25% à la formation du PIB a enregistré une croissance de 4,7% en 2006, supérieure à la moyenne des cinq dernières années. Cette évolution est attribuable, d'une part, au développement des industries manufacturières qui ont été stimulées notamment par la reprise de la demande extérieure et, d'autre part, au dynamisme du secteur du bâtiment et des travaux publics qui a bénéficié de la poursuite de la réalisation des projets d'infrastructure de base et de la construction de logements et d'unités touristiques. En revanche, la production de l'énergie a fléchi, tandis que celle du secteur minier a enregistré un ralentissement en liaison avec le tassement des exportations des phosphates.

Industries de transformation

Le secteur des industries de transformation, qui a contribué au PIB à hauteur de 17% en moyenne des cinq dernières années et à l'emploi national à concurrence de 12%, est constitué de 93% de petites et moyennes entreprises. Dans un contexte marqué par la reprise économique de la zone euro, principal partenaire du Maroc, et une bonne campagne agricole, l'activité de ce secteur a progressé de 3,7% au lieu de 2,5% une année auparavant. Cette évolution a concerné l'ensemble des branches, particulièrement les industries métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques et les industries de la chimie et de la parachimie.

Bénéficiant de l'accroissement de la production agricole, l'activité des industries agroalimentaires s'est accrue de 2,3%, rythme similaire à celui de l'année précédente. La production de conserves de fruits et légumes, celle des huiles ainsi que l'activité des minoteries, qui ont été stimulées par l'amélioration de la demande intérieure, se sont développées respectivement de 5,6%, de 3,1% et de 3,6%. De même, les fabrications de conserves de poisson ont progressé de 2,6%, en relation avec la bonne tenue des exportations.

Pour sa part, l'activité des branches du textile, de l'habillement et du cuir a enregistré une hausse de 1,2% après la baisse de 2,1% observée un an auparavant. Elle a bénéficié du redressement des exportations, suite notamment à la réinstauration des quotas par l'Union européenne sur certains produits chinois. Une amélioration a été également enregistrée au niveau de l'activité de la confection de lingerie de dessous, la fabrication d'ouvrages simples en tissu et le finissage et apprêt de tissus, qui ont augmenté respectivement de 2,9%, de 8,7% et de 12,5%. De même, la production du secteur du cuir a enregistré une hausse de 2,8%, due surtout au raffermissement de la demande extérieure de chaussures.

L'activité dans les industries mécaniques, métallurgiques, électriques et électroniques a enregistré la croissance la plus forte, avec un taux de 8% contre 4,3% un an auparavant. En particulier, le montage du matériel de transport a connu une expansion de 16,1%, la production des ouvrages en

métaux une augmentation de 8,8% et celle de l'industrie métallique de base une hausse de 6,6%.

En revanche, la fabrication du matériel de bureau a reculé de 3,7% et celle des produits électriques et électroniques a quasiment stagné, suite au tassement de la demande étrangère de composants électroniques et de fils et câbles pour l'électricité.

Quant aux industries de la chimie et parachimie, elles ont marqué une augmentation de 2,4%, au lieu de 3% un an auparavant. Des progressions notables ont été enregistrées au niveau de la fabrication du ciment et celle du papier en hausse respectivement de 10,4% et 8,1%. De même, la production d'engrais, qui s'est établie à 2,6 millions de tonnes, s'est accrue de 9,8% suite à la hausse des exportations de 10,5%, tandis que la fabrication d'acide phosphorique est demeurée stable à 3,4 millions de tonnes, les ventes à l'étranger ayant baissé de 6,8%. En revanche, la fabrication de peinture a accusé une baisse de 5,1% qui intervient après la hausse de 9,8% observée un an auparavant. Enfin, la branche des pneumatiques et chambres à air a de nouveau baissé de 2,6% après la chute de 34% enregistrée l'année précédente.

Bâtiment et travaux publics

Le secteur du bâtiment et travaux publics a poursuivi l'expansion observée au cours des dernières années à la faveur de la réalisation des programmes de construction de logements, de l'accélération des travaux d'infrastructure de base et du renforcement des investissements dans le secteur du tourisme notamment. Le secteur a également bénéficié du développement des crédits immobiliers de 28,3% en 2006, après l'augmentation de 24,9% observée une année auparavant.

Ce dynamisme est reflété par plusieurs indicateurs. Ainsi, la valeur ajoutée de ce secteur a progressé de 8,6% à prix constants et la formation brute de capital fixe au titre du bâtiment et des travaux publics a marqué une hausse de 12% à prix courants après celle de 10% enregistrée en 2005. De même, les ventes de ciment ont augmenté de 10,4% tandis que l'activité de la branche de bois et des matériaux de construction et celle des industries métallurgiques de base se sont accrues respectivement de 5,7% et de 6,6%.

Mines

La production minière qui est fortement dépendante de la demande étrangère, a augmenté de 1,8% au lieu de 6,6% un an auparavant du fait du tassement des exportations des phosphates. Les recettes d'exportation procurées par ce secteur ont cependant enregistré une hausse de plus de 19% en liaison avec l'appréciation des cours sur le marché international, particulièrement ceux des minerais autres que les phosphates.

Après la hausse de 7,4% enregistrée un an auparavant, la production marchande de phosphates est restée quasiment stable, à 27,4 millions de tonnes, du fait du tassement aussi bien des exportations que des quantités livrées aux unités de transformation locales, qui absorbent la moitié de la production.

Les autres minerais ont globalement enregistré une hausse de 7,6% consécutivement à l'amélioration de l'extraction de la barytine et de celle du cuivre, respectivement de 28,8% et de 40%. La production du zinc et celle du plomb se sont stabilisées à leurs niveaux de 2005 alors que celles du manganèse, du fer et de la bentonite ont baissé respectivement de 57%, de 43% et de 37%.

Energie

La consommation finale d'énergie en 2006, estimée sur la base des données provisoires, a augmenté de 3,9% pour atteindre 12,5 millions de TEP. En regard, la production totale d'énergie s'est établie à 10,9 millions de TEP, en diminution de 5,3% du fait de la baisse de l'activité de raffinage. La production d'énergie à partir des matières premières locales, constituée essentiellement de l'électricité hydraulique et éolienne, en représente environ 5%. Le déficit énergétique qui en résulte a été couvert par le recours aux importations dans un contexte marqué par la poursuite du renchérissement des cours internationaux du pétrole.

La baisse, de 10,7%, de l'activité de raffinage est imputable au fléchissement de la production du fuel, dont la consommation, qui représente 22,6% de la consommation totale des produits pétroliers, a diminué de 8,8%. La consommation du gasoil, qui en représente 46%, s'est, à l'inverse, accrue de 1,3% tandis que celle de l'essence s'est améliorée de 5,7%.

La demande nationale d'électricité estimée à 19,3 milliards de KWH, s'est raffermie de 9,2% contre 12,5% en 2005. La consommation d'électricité haute et moyenne tension, destinée aux secteurs productifs et aux régies de distribution, a enregistré une hausse de 8%. Celle de basse tension a progressé de 15%, en relation avec la consommation des ménages, qui a été renforcée par la poursuite du programme d'électrification rurale, dont le taux de réalisation a atteint 88% au lieu de 81% un an auparavant.

En regard, la production locale d'électricité s'est élevée à 19,1 milliards de KWH, en hausse de 2% au lieu de 14% en 2005. La production des centrales thermiques, qui en représente près de 95%, a stagné, tandis que celle d'origine hydraulique s'est améliorée de 12,6%.

Pour leur part, les importations nettes d'énergie électrique, qui ont représenté 10,5% de la consommation totale en 2006, ont enregistré une hausse de 149,1%, à la faveur du doublement de la capacité de transit avec l'Espagne.

Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire, y compris les services non marchands fournis par les administrations publiques, représente environ la moitié du PIB global. Il a connu au cours des dernières années une progression continue et un développement qualitatif, en liaison avec l'essor des services des télécommunications et des activités liées au tourisme. En 2006, la valeur ajoutée du secteur s'est accrue de 5,3% à prix constants, au lieu de 5% en 2005 et a contribué à la croissance globale à concurrence de près de 3 points.

Tourisme

L'activité touristique a progressé en 2006 à un rythme soutenu confirmant, l'essor que connaît ce secteur, à la faveur du programme de relance et du développement des actions promotionnelles et de partenariat avec les opérateurs. En effet, les principaux indicateurs font apparaître un accroissement de 15,2% des arrivées des touristes étrangers, une hausse de 7% des nuitées et une amélioration de 28% des recettes de voyages.

Le nombre de touristes qui ont visité le Maroc en 2006 a atteint 6,8 millions. Il comprend les arrivées des Marocains résidant à l'étranger chiffrées à près de 3 millions, en hausse de 7,1% et les entrées

de touristes étrangers qui se sont élevés à 3,8 millions, en progression de 15,1%.

L'analyse des flux par nationalité montre que l'effectif des ressortissants français a atteint 1,5 million, en augmentation de 10,8% au lieu de 14,6%, confirmant ainsi le ralentissement entamé l'année précédente. A l'inverse, les flux en provenance de l'Espagne et de la Grande Bretagne ont enregistré des hausses respectivement de 27,2% et de 37,2%, après celles de 16% et 14% en 2005.

Parallèlement, les arrivées de touristes allemands et italiens, ont augmenté respectivement de 5% et de 16,5% et celles des ressortissants américains de 12,9%. Quant aux touristes en provenance des pays du Maghreb et du Moyen-Orient, ils ont progressé globalement de près de 15%, leur part ne dépassant pas, toutefois, 3% du total des entrées de touristes.

S'agissant des nuitées recensées dans les hôtels classés, elles ont atteint 16,3 millions, consécutivement à l'accroissement de 8,9% des nuitées au titre du tourisme étranger, qui se sont élevées à 13,3 millions, les nuitées au titre du tourisme intérieur ayant stagné à près de 3 millions. La répartition régionale des nuitées révèle que les villes de Marrakech et d'Agadir ont réalisé respectivement 5,7 millions et 4,9 millions de nuitées, soit près des deux tiers du total. Celles recensées à Casablanca ont dépassé 1,2 million, en augmentation de 10,5%, tandis que les nuitées dans les autres villes ont connu des hausses modérées.

Par ailleurs, la capacité d'hébergement a été renforcée de près de 10.000 lits et a été portée à 133.230, dont 46,3% à Marrakech et à Agadir. Quant au taux d'occupation moyen des hôtels classés, il s'est de nouveau amélioré, passant de 47% à 49% en un an, avec des taux de 68% à Marrakech, de 64% à Agadir et de 55% à Casablanca et Rabat.

Dans ce contexte, les activités directement liées au tourisme ont continué de bénéficier des retombées bénéfiques du développement de ce secteur. En particulier, la valeur ajoutée de la branche "hôtels et restaurants" a marqué, pour la troisième année consécutive, une expansion de plus de 8% à prix constants.

Transports et communications

Les services de transport ont enregistré en 2006 une évolution globalement favorable, en liaison avec l'essor du tourisme. En effet, la valeur ajoutée de cette branche s'est accrue de 6,2% à prix constants, le trafic aérien a connu une progression de 14%, à la faveur de l'augmentation du nombre des sièges offerts par les compagnies aériennes qui assurent environ 62% du transport aérien global. De même, le transport ferroviaire de voyageurs a marqué une hausse de 12% tandis que le transport par voie maritime a baissé de 1,8%.

Quant au transport de marchandises, il a accusé une baisse de 1,1% qui a concerné aussi bien le transport par route que le transport maritime. Les tonnages transportés par voie ferroviaire ayant augmenté de 1% seulement.

Les services de communication ont, pour leur part, poursuivi l'expansion observée au cours des dernières années avec une croissance en 2006 de 10,3% en termes réels. En particulier, le nombre des abonnés au téléphone mobile en progression de 23% en 2006, a dépassé 16 millions. De même, le nombre d'abonnés à Internet, qui a plus que doublé en 2005 s'est accru de plus de moitié en 2006 pour atteindre 39.720.

Commerce et autres services

La valeur ajoutée au titre du commerce a enregistré une augmentation de 6,2% à prix constants en relation avec l'accroissement de la production et de la demande globale. De même, les activités financières ont connu une progression notable que reflète notamment l'augmentation de 9,5% de la valeur ajoutée à prix constants et une expansion de plus de 16% des crédits. Quant aux services rendus aux entreprises et les services personnels, ils se sont accrus globalement de 6%.

Enfin, la production des services non marchands des administrations publiques ont marqué une hausse de l'ordre de 3,2%, après celle de 5% enregistrée en 2005.

La demande

L'année 2006 a été marquée par un raffermissement de la demande globale auquel ont contribué toutes les composantes, particulièrement la demande intérieure finale nationale et ce, à la faveur de l'amélioration des revenus. En effet, la dépense nationale brute, chiffrée à 606,3 milliards de dirhams, s'est accrue de 9,3% au lieu de 5,4% l'année précédente, laissant apparaître par rapport au produit intérieur brut un déficit en biens et services de 31,1 milliards de dirhams, soit 5,4% au lieu de 6,1%.

La diminution de ce déficit, qui correspond à l'écart entre les importations et les ventes à l'étranger de biens et services autres que les facteurs de production, tient en grande partie à la bonne tenue des exportations qui ont contribué à stimuler la croissance, notamment dans les secteurs liés au tourisme.

La consommation

La consommation finale nationale estimée à 424,4 milliards de dirhams a augmenté de 7% contre 3,7% un an auparavant et a représenté 73,8 % du PIB. Les dépenses en biens et services des ménages résidents, chiffrées à 319,1 milliards de dirhams, se sont accrues, à prix courants, de 7,8% au lieu de 2,7% en 2005 et, en termes réels, de 3,9%, au lieu de 1,1%. Cette évolution est due à l'accroissement de la production et des revenus, notamment en milieu rural, ainsi qu'aux flux des transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger. Elle tient également à l'amélioration des conditions de financement et au développement des crédits à la consommation qui ont stimulé les acquisitions de biens durables. Pour sa part, la consommation des services fournis par les administrations publiques a progressé de 4,6%, à prix courants, après l'augmentation de 6,9% enregistrée en 2005. Calculée par rapport au revenu national brut disponible, la part de la consommation finale s'est établie à 68,2% en 2006, en baisse par rapport à 2005, s'inscrivant ainsi dans la tendance observée au cours des dernières années.

L'investissement

L'investissement, y compris la variation positive des stocks de 16,7 milliards, a atteint 182 milliards de dirhams, en augmentation de 15,1%. La formation brute de capital fixe a, pour sa part, connu une progression de 10,9% après celle de 11,7%, atteignant 165,3 milliards, soit 28,7% du PIB. Les produits de l'industrie et ceux du bâtiment et travaux publics, qui en constituent respectivement 40,5% et 52%, ont marqué des progressions de 8% et de 10,9%, après celles de 12,8% et 12,5% réalisées en 2005. Ce renforcement de l'investissement traduit la réalisation de projets d'envergure par l'Etat et les entreprises publiques, notamment pour le développement des infrastructures routière

et portuaire, ainsi que le dynamisme de l'investissement du secteur privé, principalement dans l'habitat, le tourisme et l'industrie.

En effet, la mise en chantier de grands projets d'infrastructure de base et le développement de l'habitat social, à la faveur des mesures incitatives mises en place par l'Etat, ont engendré une dynamique dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. De même, l'amélioration du climat des affaires et l'assouplissement des procédures de création d'entreprises ont stimulé l'initiative privée et le lancement de nouveaux projets. Les investissements de remplacement ou de mise à niveau, auxquels auraient procédé environ 70% des entreprises dans le secteur industriel en 2006, ont également contribué à cette évolution.

Par ailleurs, l'amélioration de l'attractivité du Maroc s'est traduite par le maintien d'un flux important des investissements directs étrangers qui ont porté cette année sur plus de 25 milliards de dirhams. Les principaux projets ont concernés les secteurs de l'industrie, du tourisme et de l'immobilier qui ont bénéficié de plus de 74% du total de ces investissements. Cette évolution consolide la tendance observée durant les cinq dernières années, au cours desquelles ces investissements ont porté sur 20 milliards de dirhams par an, en moyenne, au lieu de milliards de dirhams durant les années 1980.

L'épargne nationale

Compte tenu des revenus et des transferts nets reçus de l'extérieur, d'un montant de 46,8 milliards de dirhams, le revenu national brut disponible s'est chiffré à 622,7 milliards de dirhams en accroissement de 10,3% au lieu de 5,6% en 2005. A ce niveau, il a permis de dégager une épargne nationale brute de 198,3 milliards de dirhams, en augmentation de 18% par rapport à l'année précédente. Le taux d'épargne, calculé par rapport au revenu national brut, s'est ainsi établi à 31,9% au lieu de 29,8% en 2005. Les ressources d'épargne ont couvert la totalité des dépenses d'investissements en 2006 et dégagé une capacité de financement appréciable, pour la sixième année consécutive.

Les prix

Dans un contexte de forte croissance, l'année 2006 a été marquée par des pressions au niveau des prix à la consommation. En effet, l'augmentation de l'indice du coût de la vie s'est établie à 3,3 % au lieu de 1,7 % en moyenne de la période 1996-2005. De même, l'indicateur de l'inflation sous-jacente, qui traduit mieux la tendance fondamentale des prix en excluant les produits dont les prix sont administrés ou connaissent une forte volatilité, a enregistré une progression de 3,1% au lieu de 1,6 %. Au niveau de la production manufacturière hors énergie, l'évolution des prix est restée modérée, la hausse de l'indice s'étant établie globalement à 2,2% au lieu de 2,3% un an auparavant.. L'orientation des prix à la consommation qui s'écarte de la tendance qui a prévalu durant la dernière décennie, aussi bien pour l'inflation que pour l'inflation sous-jacente, est imputable à des facteurs liés tant aux pressions qui se sont exercées sur la demande qu'à d'autres facteurs liés notamment au réajustement des prix internes des produits pétroliers et aux réaménagements fiscaux.

En effet, les dépenses de consommation des ménages ont marqué cette année une augmentation de 3,9% en termes réels, en liaison avec l'amélioration des revenus et le développement du crédit à la consommation.

Par ailleurs, le réaménagement de la TVA au début de l'année 2006 s'est traduit par une hausse des prix d'un certain nombre de denrées alimentaires, à savoir le beurre, le thé, le riz, les farines de riz et

des féculents, ainsi que les pâtes(1). En outre, l'application du système d'indexation des prix des carburants à la pompe sur le prix mondial du pétrole, qui s'est traduite par deux hausses des prix de ces produits, en février et septembre 2006, suivies d'une baisse au mois d'octobre, s'est répercutée sur les prix du transport.

L'année 2006 a été marquée également par le réajustement des prix de certains produits de consommation, consécutivement au renchérissement des coûts de production. Ainsi, des augmentations ont été enregistrées, entre juillet et septembre, pour les prix de l'eau, de l'électricité, du tabac et du sucre, ainsi que pour le prix du lait en fin d'année. En outre, le relèvement des tarifs de la communication fixe, en novembre 2005 s'est traduit par une hausse importante de la rubrique "communication". En revanche, la poursuite du processus de démantèlement tarifaire pour les produits importés fabriqués localement ainsi que la dépréciation du dollar américain ont exercé des effets modérateurs sur les prix.

Prix à la consommation

S'agissant de l'évolution intra-annuelle, l'indice du coût de la vie a enregistré une augmentation de 0,4% au premier trimestre par rapport au trimestre précédent, du fait notamment du réaménagement de la TVA et de la hausse des prix des produits pétroliers, dont l'impact a été, toutefois, atténué par la baisse saisonnière de 12,5% des prix des produits frais. L'indice de l'inflation sous-jacente, qui exclut les produits frais, a, en effet, augmenté de 1%.

Durant le deuxième trimestre, la hausse s'est poursuivie au niveau de l'inflation globale, accentuée notamment par le renchérissement saisonnier des produits frais et l'augmentation des prix des cigarettes. La tendance haussière s'est accélérée durant le reste de l'année, suite aux relèvements des tarifs de l'eau et de l'électricité, au réajustement des prix des carburants et à l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Au niveau sectoriel, les prix des services ont marqué des augmentations relativement rapides, notamment, ceux qui ont subi l'impact du renchérissement des prix des produits pétroliers. Ainsi, les prix du transport en commun se sont accrus de 7,2 % et ceux de la rubrique « chauffage, éclairage et eau » de 3 %.

Pour leur part, les rubriques « soins et effets personnels » et « restaurants, cafés et hôtels » ont marqué des hausses respectives de 4,5 % et 3 % au lieu de 1,5% et 1,2 % en 2005. Quant à la rubrique « communication », elle a fait apparaître une hausse de 16,9 % en moyenne annuelle au lieu de 6,1%. Cette augmentation reflète surtout le relèvement du tarif unitaire de la communication fixe intervenu en novembre 2005.

S'agissant des produits alimentaires, ils ont augmenté de 3,9 % au lieu de 0,3 % en 2005. En particulier, les prix des corps gras ont marqué une hausse de 15,9 % due au renchérissement de l'huile et de la modification du taux de la TVA appliqué au beurre.

Concernant les prix des produits frais, ils ont enregistré une hausse de 3,8 % et ont contribué à hauteur de 0,8 point de pourcentage à l'inflation globale. En particulier, ceux des viandes, du poisson frais et des légumes frais se sont accrus, respectivement, de 4,1%, de 5,2 % et de 5,8 % au lieu d'une baisse de 2,6 %, de 2,3 % et de 0,8 % en 2005.

Pour leur part, les tarifs du transport privé ont connu une augmentation de 4,9 %, consécutivement

au relèvement des prix des carburants.

Comparativement à nos principaux partenaires, notamment en zone euro, le différentiel d'inflation s'est révélé cette année défavorable au Maroc. Le taux d'inflation est resté, toutefois, inférieur à ceux des autres pays concurrents, à l'exception de la Chine.

Prix à la production des industries manufacturières

L'indice des prix à la production des industries manufacturières, calculé sur la base des prix sortie usine hors taxes et subventions, a augmenté globalement de 5,9 % au lieu de 9,1 % un an auparavant. Cette décélération est imputable, pour l'essentiel, au ralentissement du rythme d'accroissement des prix dans les industries du raffinage qui a atteint 18 % au lieu de 39,4 % un an auparavant, les prix moyens du pétrole à l'importation ayant augmenté de 16,4 % en 2006, au lieu de 43,6 % en 2005.

Pour leur part, les prix à la production des industries manufacturières hors raffinage de pétrole ont progressé à un rythme de 2,2 % proche de celui de l'année précédente avec, toutefois, des évolutions divergentes des différentes sous-rubriques. En particulier, les prix dans les industries alimentaires, qui avaient baissé de 0,5 % en 2005, ont progressé de 3,4 % en 2006, du fait essentiellement du renchérissement des matières premières et de la hausse des prix des carburants. Les prix à la production de l'industrie textile ont accusé une baisse de 0,8 % et ceux de l'industrie de l'habillement ont diminué de 1,7% sous l'effet de la concurrence des produits asiatiques.

De même, les prix dans la métallurgie et le travail des métaux se sont accrus cette année, mais à un rythme moindre, de 4,6% et 0,5% au lieu de 10,4% et 2,8% respectivement, et ce malgré la tendance fortement haussière des cours des métaux sur le marché mondial. Quant aux prix de l'industrie du tabac, ils sont demeurés stables d'une année à l'autre.

Les relations commerciales et financières avec l'étranger

En 2006, les transactions avec l'extérieur ont dégagé, pour la sixième année consécutive, un excédent du compte courant, chiffré à 2,8% du PIB et ce, grâce à la progression remarquable des recettes touristiques et des transferts effectués par les Marocains résidant à l'étranger, qui ont plus que compensé le déficit de la balance commerciale.

Compte tenu du solde positif résultant des opérations financières, l'excédent de la balance des paiements s'est élevé à 24,1 milliards de dirhams, portant les réserves de change à l'équivalent de dix mois d'importations de biens et services.

La consolidation des avoirs de réserve, conjuguée à la légère baisse du stock de la dette publique, devrait contribuer favorablement à l'évolution de la position extérieure globale en 2006.

S'agissant du taux de change effectif du dirham, il s'est légèrement apprécié en termes réels. Parallèlement, le processus de libéralisation et d'ouverture de l'économie nationale sur l'extérieur s'est poursuivi en 2006, avec, en particulier, l'entrée en vigueur des accords de libre échange conclus avec les Etats-Unis et la Turquie.

La balance des paiements Les biens et services

L'évolution des transactions commerciales avec l'extérieur, compte tenu des opérations effectuées dans la zone franche d'exportation avec l'étranger, a été caractérisée par une décélération du taux d'accroissement du déficit commercial. En effet, ce dernier a atteint 95,3 milliards de dirhams, en hausse de 12% au lieu de plus d'un cinquième en 2005. Pour sa part, le taux de couverture des importations par les exportations est demeuré quasiment stable à 54%.

Les importations, comptabilisées en valeur CAF, ont totalisé 207 milliards de dirhams et enregistré un accroissement de 12,3%, qui a concerné les produits finis, les demi-produits et les produits énergétiques, les achats de denrées alimentaires ayant, en revanche, diminué. Les acquisitions de biens finis d'équipement, qui ont contribué à elles seules pour près de 30% à l'augmentation des importations totales en 2006, se sont inscrites en hausse de 17,3%, en relation avec le développement des investissements. Les équipements industriels, qui en ont constitué l'essentiel, se sont élevés à 43,1 milliards de dirhams, marquant une hausse de 15,8%. De même, les achats de biens finis de consommation ont porté sur un montant de 40,6 milliards de dirhams, en augmentation de 8%.

Les importations des demi-produits, chiffrées à 48,7 milliards de dirhams, ont enregistré un accroissement de 19,1%, dû, en grande partie, à l'augmentation des acquisitions de fer et d'acier ainsi que des autres produits métallurgiques et sidérurgiques, en liaison avec l'essor de l'activité du bâtiment et des travaux publics.

Pour sa part, l'alourdissement de 13,6% de la facture énergétique, qui a atteint 44,9 milliards de dirhams, est imputable au renchérissement des produits pétroliers, le cours moyen de la tonne importée du pétrole ayant enregistré une hausse de 18,4%. Les achats de pétrole, chiffrés à 25,2 milliards de dirhams, se sont en effet accrus de 5,1% malgré une nette diminution en volume. De leur côté, les acquisitions de produits pétroliers raffinés, d'un montant global de 16 milliards de dirhams, ont augmenté de 38%, pour un volume en accroissement d'environ un cinquième.

Quant aux importations de denrées alimentaires, elles ont baissé de 3,2% pour s'établir à 15,1 milliards de dirhams, en relation essentiellement avec la diminution de plus d'un quart des acquisitions de céréales.

En ce qui concerne les exportations, d'un montant de 111,7 milliards de dirhams, elles ont marqué une expansion de 12,5%, à laquelle ont contribué la quasi-totalité des groupes de produits. Ainsi, les livraisons de produits alimentaires ont augmenté de 10,7% pour atteindre 21,5 milliards de dirhams, en liaison avec l'augmentation de 17,1% des exportations des produits de la pêche, qui se sont élevées à 11,2 milliards.

Une progression notable a été, par ailleurs, observée au niveau des produits textiles. En particulier, les exportations de vêtements confectionnés ont marqué une hausse de près de 17%, confirmant ainsi l'amélioration qu'elles avaient enregistrée durant le second semestre 2005, à la faveur de la mise en place d'un plan de relance du secteur et de l'instauration au niveau du marché de l'Union européenne de quotas pour l'entrée de produits chinois.

En accroissement global de 19,3%, les ventes de produits bruts miniers ont porté sur 8,5 milliards de dirhams. Dans ce total, les expéditions de phosphates se sont établies à 4,8 milliards de dirhams et ont augmenté de 3,5%, sous l'effet du raffermissement des prix sur le marché international, passés en un an de 42 à 44,2 dollars la tonne. De même, la valeur des autres produits miniers a marqué un accroissement de 48,1%, dû principalement à l'appréciation des prix, en particulier ceux du zinc et du

cuivre.

Les expéditions des dérivés de phosphate ont procuré une recette de 13,1 milliards de dirhams, en accroissement de 12,8%. Pour leur part, les ventes de composants électroniques se sont inscrites en hausse de 12,8%, s'élevant à 6,2 milliards de dirhams. Enfin, les ventes de biens d'équipement ont, au total, augmenté de 14,5%, atteignant 9,7 milliards de dirhams. Pour ce qui est des services, le surplus dégagé par la rubrique "les voyages" est passé de 35,5 milliards à 46,3 milliards de dirhams, à la faveur de l'expansion de 28,1% des recettes touristiques qui ont atteint 52,5 milliards de dirhams.

Les opérations réalisées par les administrations publiques se sont soldées par un déficit de 3,4 milliards de dirhams, en augmentation de 1,5 milliard. Quant aux autres services, ils ont donné lieu à un excédent global de 4,2 milliards de dirhams, attribuable à l'élargissement des recettes afférentes aux services de communication.

Les revenus et les transferts courants

Les sorties nettes au titre de la rémunération du capital sont passées de 2,7 milliards à 3,7 milliards de dirhams, en relation avec l'accroissement de plus d'un cinquième des dépenses au titre des revenus des investissements, chiffrées à 6 milliards de dirhams. De même, les charges en intérêts de la dette publique, d'un montant de 4,3 milliards de dirhams, ont augmenté de 8%. En regard, les produits des placements publics à l'étranger, en s'élevant à 5,9 milliards de dirhams, se sont améliorés de 14,9%, consécutivement à l'augmentation des taux d'intérêt sur les marchés internationaux et au renforcement des réserves de change.

Les transferts de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger, en accroissement de 17,5%, se sont élevés à 47,9 milliards de dirhams. Les transferts ont émané à hauteur de 86% de la zone euro, de 5,7% des Etats-Unis et de 5,6% du Moyen-Orient. Les entrées au titre des pensions et autres allocations sociales ayant porté sur 6,6 milliards de dirhams, les transferts courants privés ont laissé apparaître, en définitive, un excédent de 53,5 milliards de dirhams, en hausse de 17,2%.

En ce qui concerne les transferts courants publics, composés essentiellement de dons mobilisés, pour une large part, auprès de l'Union européenne, les recettes ont atteint 2,6 milliards de dirhams, tandis que les dépenses se sont élevées à 556,2 millions de dirhams, dégageant ainsi un excédent de 2,1 milliards de dirhams, quasiment stable par rapport à celui réalisé en 2005.

Le compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières a fait ressortir, au terme de l'année 2006, un solde excédentaire de 12,3 milliards de dirhams, en baisse de 15,3%, en relation avec la nette contraction de l'excédent réalisé au titre des opérations du secteur privé.

Le solde positif des crédits commerciaux est, en effet, revenu de 2,9 milliards à 699 millions de dirhams, consécutivement au fléchissement de 8,9% des recettes et à la hausse de plus d'un quart des dépenses.

S'agissant des prêts et investissements privés étrangers, ils ont augmenté de 3,4% pour atteindre 29,3 milliards. Les investissements de portefeuille se sont chiffrés à 3,3 milliards de dirhams, au lieu de 1,3 milliard l'année précédente, tandis que les investissements directs, d'un montant de 25,5

milliards, se sont infléchis de 2,5% d'une année à l'autre. Les prêts et investissements étrangers, effectués pour près de 56% par la France et l'Espagne et à hauteur de 9,3% par les pays du Golfe, ont été orientés essentiellement vers les secteurs de l'industrie, du tourisme, de l'immobilier et des télécommunications.

Compte tenu des dépenses, chiffrées à 15,5 milliards, en hausse de 8,4%, l'excédent au titre de cette rubrique s'est établi à 13,8 milliards, en repli de 1,7%.

Les opérations du secteur public se sont soldées, quant à elles, par un excédent de 1,8 milliard au lieu d'un déficit de 1,7 milliard en 2005. Les concours extérieurs mobilisés par le Trésor et les établissements publics ont enregistré une hausse de 8,7% et se sont élevés à 16,7 milliards, dont 12,2 milliards sous forme d'apports en devises et 3,8 milliards en crédits commerciaux. Ces concours ont contribué au financement de projets d'investissements et des réformes structurelles et ont émané pour plus de moitié de bailleurs de fonds multilatéraux, notamment la Banque africaine de développement, à hauteur de 3,4 milliards, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour 2,2 milliards, la Banque européenne d'investissement pour 1,5 milliard et le Fonds arabe pour le développement économique et social pour 1,1 milliard de dirhams. De leur côté, les dépenses d'amortissement de la dette, de 14,3 milliards, se sont inscrites en baisse de 13,3% d'une année à l'autre.

L'encours de la dette extérieure publique, y compris la dette garantie, a légèrement diminué, s'établissant à 115,2 milliards de dirhams ou 20% du PIB. Compte tenu des paiements d'intérêts de 4,2 milliards, la charge globale de la dette extérieure publique a totalisé 18,6 milliards de dirhams, représentant ainsi 7,3% des recettes courantes, au lieu de 9,2% l'année précédente.

La position extérieure globale

La position extérieure globale, qui retrace les stocks des avoirs et des engagements financiers à l'égard du reste du monde, s'est soldée au terme de l'année 2005 par une situation débitrice, en hausse de 5,8%, s'établissant à 159,5 milliards de dirhams ou 30,5% du PIB. Cette orientation a résulté de la dégradation de la position nette débitrice au titre des investissements directs et de portefeuille, dont l'impact a été atténué par l'amélioration du stock des avoirs de réserve.

Avoirs

Le stock des actifs financiers détenus par les résidents, évalué à près de 193 milliards de dirhams, a marqué une progression de 15,9%, imputable principalement aux avoirs de réserve, dont la part demeure la plus importante, avec 89,6% du total des avoirs. En effet, les avoirs de réserve ont enregistré, en un an, une hausse de 15,6%, liée notamment à celle des avoirs en devises, passés de 145,3 milliards à 168,2 milliards de dirhams.

L'encours des investissements directs des résidents à l'étranger, d'un montant de 6,5 milliards de dirhams, a enregistré une hausse de 18,2%, en relation notamment avec l'accroissement de 32,9% des participations directes, chiffrées à 5,4 milliards. Ces investissements ont été réalisés principalement en France, en Egypte et dans les zones franche et offshore de Tanger, essentiellement par les opérateurs du secteur financier et de la cimenterie. Pour leur part, les avances en comptes courants d'associés sont passées de 294,9 millions à 477,4 millions de dirhams, alors que les prêts entre entreprises apparentées sont revenus de 1,2 milliard à 733,3 millions.

Détenu principalement par les établissements financiers, le stock des investissements de portefeuille, chiffré à 1,2 milliard, a marqué une baisse de 5% en 2005, suite au reclassement de certaines participations des établissements financiers parmi les investissements directs.

Pour ce qui est des autres investissements, leur encours a enregistré une augmentation de 23% pour s'établir à 12,3 milliards de dirhams, parallèlement à l'accroissement de 32% des fonds mobilisés par les non-résidents, en particulier la Société financière internationale.

Les crédits commerciaux accordés par les exportateurs marocains à leurs clients étrangers ont, pour leur part, augmenté de 13,3% consécutivement au développement des exportations. Les dépôts auprès des banques étrangères et les disponibilités des comptes en devises des résidents se sont élargis de 31,2%. De même, les autres avoirs, constitués en grande partie des participations du Maroc au capital de certains organismes internationaux, se sont accrus de 3,4% par rapport à 2004.

Engagements

Les engagements du Maroc vis-à-vis du reste du monde, chiffrés à 352,5 milliards de dirhams, ont enregistré une progression de 11% ou 35,3 milliards, liée pour l'essentiel à l'augmentation du stock des investissements directs étrangers.

Réalisés principalement dans les secteurs des télécommunications et de l'industrie, les investissements directs étrangers ont atteint 191,9 milliards, en hausse de 17,5% et ont représenté 54,5% de l'ensemble des engagements. Cette évolution concerne, en particulier, les participations, qui se sont accrues de 14,6% pour s'établir à 175,9 milliards.

L'encours des investissements de portefeuille, dont près de 90% sont constitués d'investissements en valeurs cotées, s'est chiffré à 18,8 milliards au lieu de 14 milliards, consécutivement à l'appréciation des cours des actions cotées en bourse.

Les engagements au titre des autres investissements, d'un montant de 141,7 milliards de dirhams, ont enregistré une légère hausse, imputable à l'accroissement de 34,7 % des dépôts effectués par les non-résidents auprès du système bancaire marocain, passés de 5,5 à 7,4 milliards. Pour sa part, l'encours de la dette publique, chiffré à 115,9 milliards, a connu une quasi-stabilité, qui recouvre un allègement de 1,9 % de la dette du Trésor et un accroissement de 4,2 % de la dette garantie. De même, le stock de la dette extérieure du secteur privé et celui des crédits commerciaux sont restés pratiquement inchangés à 12,3 milliards et à 6,1 milliards de dirhams respectivement.

L'Opinion